



Monsieur Fernand Etgen
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 26 mars 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre des Affaires étrangères et européennes** concernant les sanctions de l'Union européenne contre la Chine.

L'Union européenne (UE) a adopté, ce lundi 22 mars, des sanctions contre plusieurs pays. Parmi ceux-ci figure notamment la Chine pour de « graves atteintes aux droits de l'homme » par la répression de la minorité musulmane ouïgoure dans le territoire autonome du Xinjiang. Fait très inhabituel à l'égard de la Chine, les sanctions européennes prennent cette fois la forme de gels d'avoirs financiers et d'interdictions de voyager à l'égard de quatre responsables chinois et d'une entité locale, le Bureau de la sécurité publique du corps de production et de construction du Xinjiang.

La Chine a d'ailleurs déjà riposté en annonçant avoir pris des sanctions contre quatre entités et dix responsables européens, interdits de séjour en Chine continentale, à Hongkong et à Macao, et de faire des affaires en Chine.

Dans ce contexte et en complément à notre question parlementaire n°3803 du 9 mars sur l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine et les Droits de l'Homme en Chine, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre :

- 1. Est-ce que les relations diplomatiques tendues entre l'UE et la Chine auront un impact sur la finalisation de l'accord UE-Chine sur les investissements, conclu le 30 décembre mais non encore signé ? Le Conseil des ministres de l'UE, respectivement la Présidence actuelle du Conseil, envisagent-ils une suspension de la procédure de finalisation de cet accord ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Stéphanie Empain
Députée

Djuna Bernard
Députée